

REVUE DE PRESSE

DU JEUDI 30 DÉCEMBRE 2010
AU DIMANCHE 16 JANVIER 2011

1/ NOUVEL ALÉA POUR LE TERMINAL MÉTHANIER D'EDF À DUNKERQUE - LA TRIBUNE - 30/12/2010.....	P2
2/ PORT MÉTHANIER : LE DOSSIER REFERMÉ ? - LE HAVRE PRESSE - 31/12/2010.....	P4
3/ PROJET DE TERMINAL MÉTHANIER À ANTIFER : UNE RÉPONSE ATTENDUE - LE COURRIER CAUCHOIS - 31/12/2010.....	P5
4/ LE PROJET DE TERMINAL REPOSAIT SUR DU COURT TERME - LIBÉRATION.FR - 03/01/2011.....	P6
5/ CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE ; GdN PRÊT À JETER L'ÉPONGE - LE HAVRE PRESSE - 04/01/2011.....	P8
6/ POWEO LÂCHE SON PROJET DE TERMINAL MÉTHANIER PRÈS DU HAVRE - LES ECHOS - 04/01/2011.....	P10
7/ POWEO RENONCERAIT À SON TERMINAL MÉTHANIER D'ANTIFER - L'USINE NOUVELLE - 04/01/2011.....	P11
8/ POWEO RENONCE AU PROJET DE TERMINAL MÉTHANIER D'ANTIFER - PARISNORMANDIE.FR - 04/01/2011.....	P12
9/ POWEO. PAS DE TERMINAL MÉTHANIER AU HAVRE - LETÉLEGRAMME.COM - 04/01/2011.....	P13
10/ GAZ DE NORMANDIE RENONCE AU TERMINAL MÉTHANIER D'ANTIFER - FIL-FAX NORMANDIE - 04/01/2011.....	P14
11/ POWEO SOUFFLE LE CHAUD ET LE FROID ; LE PROJET EST-IL VRAIMENT MORT ? - LE HAVRE PRESSE - 05/01/2011.....	P15
12/ TERMINAL D'ANTIFER : POWEO NE DÉSARME PAS ! - L'USINE NOUVELLE - 06/01/2011.....	P17
13/ LA DONNE A CHANGÉ - LE JOURNAL DES ENTREPRISES - 07/01/2011.....	P19
14/ IL Y AURA UN PORT MÉTHANIER - LE HAVRE PRESSE - 07/01/2011.....	P20
15/ LE PROJET PREND LE LARGE - LE COURRIER CAUCHOIS - 07/01/2011.....	P21
16/ LE PROJET RENAÎTRA DE SES CENDRES - LE HAVRE PRESSE - 07/01/2011.....	P22
17/ IL A GAGNÉ LA BATAILLE CONTRE UN TERMINAL MÉTHANIER - LA CROIX - 07/01/2011.....	P23
18/ LE MAIRE DE ST JOUIN-BRUNEVAL DEMANDE À GDN DE «RESTER SÉRIEUX» - FIL FAX NORMANDIE - 07/01/2011.....	P24
19/ TERMINAL MÉTHANIER : POWEO S'ENTÊTE - FR3 - 08/01/2011.....	P25
20/ L'OPTIMISME DU MAIRE DE ST JOUIN-BRUNEVAL - PARISNORMANDIE.FR - 10/01/2011.....	P27
21/ NOUS AVONS GAGNÉ - LE HAVRE PRESSE - 11/01/2011.....	P28
22/ LE PROJET MIS EN SOMMEIL MAIS PAS ABANDONNÉ - Wk-TRANSPORT-LOGISTIQUE.FR - 13/01/2011.....	P29
23/ VOEUX DE FAUBER «L'AVENIR ÇA NOUS REGARDE» - LE JOURNAL DE CRIQUETOT - 14/01/2011.....	P31
24/ POWEO DANS L'IMPASSE ; POURQUOI LE PROJET D'ANTIFER VACILLE - LE JOURNAL DES ENTREPRISES - 01/2011.....	P32
25/ ATTENTIFS AU PROJET MÉTHANIER - LE HAVRE PRESSE - 14/01/2011.....	P34
26/ F. AUBER PLASTRONNE - LE HAVRE LIBRE - 16/01/2011.....	P35



**Industrie & services
Énergie****Nouvel aléa pour le terminal méthanier d'EDF à Dunkerque**

La sortie d'EDF du capital de l'allemand EnBW, partenaire du projet, risque de retarder la décision d'investissement. Mais l'abandon du projet de Poweo au Havre diminuera la concurrence sur ce type d'infrastructures.

Le projet de terminal méthanier à Dunkerque qu'EDF étudie depuis quatre ans vient de subir un nouvel aléa, avec la sortie début décembre de l'électricien du capital de l'allemand EnBW.

Selon nos informations, EnBW était en effet, au côté de l'espagnol Gas Natural et de Total, l'un des trois partenaires de ce projet de terminal, qui permet de regazéifier le gaz transporté sous forme liquide (GNL) par bateaux. Dans sa dernière mouture, il était prévu que chacun des trois industriels achète 2 milliards de mètres cubes par an, EDF enlevant le reste, soit 4 à 7 milliards de mètres cubes. Total, devant la polémique sur la fermeture de sa raffinerie à Dunkerque, s'est aussi engagé à prendre 10 % de l'entreprise en charge du projet.

Mais le rachat par le Land du Bade-Wurtemberg des 45 % d'EDF dans EnBW va entraîner de nouveaux délais pour une décision d'investissement, qui fait déjà l'objet de débats en interne chez EDF, Henri Proglio n'en étant pas un fervent partisan. Il reviendra au nouveau conseil d'administration d'EnBW, qui pourrait prendre jusqu'à quatre mois pour être formé, de réévaluer la pertinence de sa participation au projet.

EDF, sommée cet été par l'ancien ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, de valider le projet avant fin 2010, après l'annonce d'un nouveau report, s'en tient pour sa part à sa communication habituelle. « EDF poursuit les discussions et les études avec l'ensemble des partenaires du projet, aucune décision n'est prise à ce stade. »

CAPACITÉS DE REGAZÉIFICATION

Pour le groupe, l'équation économique du projet n'est pas très encourageante. Le marché du GNL européen est déprimé par la conjoncture économique et la révolution des gaz non conventionnels partie des États-Unis. Et les capacités de regazéification ne manquent pas dans l'Hexagone. GDF-Suez exploite déjà trois terminaux. Shell et le néerlandais Vopak réfléchissent à la construction d'un site à Fos. Ajoutés à celui de Dunkerque, ces terminaux existants ou projetés représenteraient environ 40 milliards de mètres de capacité de regazéification annuelle, soit 80 % de la consommation française.

Mais l'environnement concurrentiel en France vient de s'éclaircir un peu. Selon nos informations, le fournisseur alternatif Poweo, confronté à d'importantes difficultés, a renoncé à son projet de terminal au Havre, conséquence de son choix récent de céder ses actifs de production d'électricité à son actionnaire de référence, l'électricien autrichien Verbund. Ce dernier, dont aucun représentant n'était joignable mercredi, n'a pas fait connaître ses intentions sur ce projet. Mais compte tenu du coût déjà élevé de son aventure en France et de son

expertise principalement hydraulique, il semble improbable qu'il le poursuive. Quoi qu'il en soit, la décision de construire le terminal de Dunkerque, qui nécessite environ 1 milliard d'euros d'investissement, ne reposera pas forcément sur la seule rationalité économique intrinsèque du projet, soulignent différents observateurs. Le terminal de Dunkerque constitue par exemple une carte intéressante pour EDF dans l'intense lobbying autour du débat sur le prix auquel l'entreprise devra céder une partie de son électricité nucléaire à ses concurrents dans le cadre de la loi Nome.

Par Olivier Hensgen

Tous droits réservés : La Tribune

0B77D5C841F17C1347FF0CC0D40BA1EE25A2831048C132DD03781D9

Diff. 89 866 ex. (source OJD 2005)

► **Antifer. Poweo**
abandonnerait le projet

6

Port méthanier : le dossier refermé ?

ANTIFER. Poweo abandonnerait son projet de terminal.



Avec ou sans terminal méthanier, les cuves restent dans le paysage

Epilogue d'une chronique de mort annoncée. Le projet d'un terminal méthanier à Antifer pourrait être définitivement enterré. C'est du moins ce qu'autorise à penser la décision qu'aurait prise Poweo. Selon le journal *La Tribune*, l'actionnaire principal de Gaz de Normandie aurait renoncé à son projet pour des raisons économiques. Une surprise ? Certainement pas. Dès son annonce, le projet d'implantation avait provoqué une levée de boucliers au sein des élus et habitants du littoral qui envisageaient d'autres perspectives de développement autour de l'environnement et du tourisme. Cette opposition organisée avait fini par compliquer les ambitions des investisseurs. Les opposants au projet ont même cru à un moment avoir définitivement gagné la bataille. Jusqu'à une certaine décision du Grand port maritime du Havre qui a relancé la machine en annonçant sa volonté

d'entrer à hauteur de 33 % dans le capital de Gaz de Normandie. Le Port s'est finalement rétracté fin novembre au motif d'un trop grand risque juridique. Poweo avait alors très mal perçu cette marche arrière, conscient que sans ce soutien providentiel, l'affaire allait se compliquer. D'autant que Gaz de Normandie ne disposait que de peu de temps pour se retourner, la décision de poursuivre ou non devant intervenir avant le 2 janvier, date à laquelle prend fin la convention de réservation de terrain pour la préparation du projet.

L'annonce pour Antifer intervient alors qu'un projet identique semble aussi compromis. EDF qui devait investir à Dunkerque pour compenser en partie la fermeture de la raffinerie Total a décidé de reporter son projet alors que la décision finale devait être donnée avant la fin de l'année.

LE COURRIER CAUCHOIS

Vendredi 31 décembre 2010.

Projet de terminal méthanier à Antifer Une réponse attendue

En novembre dernier, le Grand Port Maritime du Havre indiquait renoncer à entrer dans le capital de la Société Gaz de Normandie, qui porte le projet de construction d'un terminal méthanier à Antifer. Ce projet est, depuis un an, suspendu faute de pouvoir réunir des investisseurs. Sur place, à Saint-Jouin-Bruneval, les opposants maintiennent leur vigilance.

La poursuite, ou non, du projet devrait se jouer ces jours-ci. « La suite immédiate du projet dépend maintenant de la décision des actionnaires actuels de la Société GDN, laquelle devra être prise avant le 2 janvier 2011, terme de la convention de réservation de terrain pour la période préparatoire au projet », avait indiqué le GPMH alors

qu'il annonçait qu'il n'entrerait pas dans le capital de la société privée. En milieu de semaine, la collectivité n'était guère plus avancée. « Gaz de Normandie a jusqu'au 3 janvier pour s'exprimer sur la question », a précisé le GPMH, contacté mardi.

Le 22 décembre dernier, le conseil d'administration de Powéo, actionnaire de la société, n'a pas du tout évoqué la question du projet de terminal méthanier à Antifer. On relève cependant que les actionnaires ont arrêté les termes d'un accord de principe concernant la cession de production des actifs de production du groupe Powéo à l'Autrichien Verbund, pour se consacrer à l'exploitation et la commercialisation des énergies.

■ M.N.



Économie 03/01/2011 à 00h00
«Ce projet de terminal reposait sur du court terme»
Interview

Énergie . Jean Sename, de France Nature Environnement, revient sur le report de l'installation d'un terminal méthanier à Dunkerque :

1 réaction

Par HAYDÉE SABERAN Lille de notre correspondante

- * Réduire la taille de police
- * Réinitialiser la taille de police
- * Agrandir la taille de police
- * Imprimer l'article
- * Envoyer l'article à un ami
- * Réagir
- * Ajouter à mon Libé+

Le projet de terminal méthanier d'EDF, attendu pour 2014 à Dunkerque (Nord) est encore reporté, comme l'a concédé la semaine dernière le groupe d'électricité. Annoncé depuis 2006, il avait fait l'objet d'un débat public avant d'être mis en sommeil. L'an dernier, à la surprise générale, il avait refait surface après l'annonce de la fermeture de la raffinerie des Flandres de Total.

En pleine polémique sur cette affaire, Christian Estrosi, alors ministre de l'Industrie, avait annoncé que le pétrolier pourrait «installer un terminal méthanier» à Dunkerque, projet qui devait avoir «un impact fort sur l'emploi». Il s'agissait du fameux terminal EDF, dans lequel Total devait prendre 10% avec 50 emplois directs assurés et 150 indirects, loin de compenser les 600 emplois de sous-traitants menacés avec l'arrêt de la raffinerie. Le préfet avait autorisé le chantier en avril 2010. Le ministre avait insisté sur l'importance de ce projet qui devait, selon lui, «renforcer la sécurité d'approvisionnement en gaz de la France et en Europe». Il avait même promis que le projet serait entériné «avant la fin de l'année». L'année est passée, et toujours rien. Entre-temps, le projet de terminal du Verdon (Gironde) a été abandonné, et celui de Poweo, au Havre, repoussé. A Dunkerque, Jean Sename, membre du directoire du réseau risques et impacts industriels à France Nature Environnement, et président de l'Assemblée pour la défense de l'environnement du littoral Flandre-Artois, n'est pas étonné.

Pourquoi ce nouveau report ?

Il faut se souvenir qu'on avait un vrai problème d'approvisionnement en gaz quand l'idée de ces terminaux a été lancée. En 2006, la Russie, en conflit avec l'Ukraine, avait

fermé les robinets qui alimentaient l'Europe occidentale. Il fallait contourner l'obstacle Poutine, ne plus dépendre du gaz russe à 40%. La France, les Pays-Bas, la Belgique, se sont dits : «Faisons venir le gaz par voie maritime.» Entre-temps, Vladimir Poutine a compris que s'il ne vendait pas son gaz aux Occidentaux, c'était mauvais pour Gazprom. La demande de gaz a baissé avec la crise. Enfin, et surtout, le gaz dit «non conventionnel», le gaz de schiste, arrive sur le marché, et le révolutionne [Libération du 28 décembre, ndlr]. Le terminal méthanier de Dunkerque serait un investissement cher - 1,3 milliard d'euros -, et on comprend qu'EDF hésite à faire ce pari. Le projet reposait donc sur du court terme...

On est, c'est vrai, dans une politique industrielle de court terme. Dunkerque se dit «premier pôle énergétique d'Europe», avec les hydrocarbures et le charbon qui transitent par le port, la centrale nucléaire de Gravelines, le terminal gazier du pipeline de Norvège. Tout ça est très impressionnant, mais basé sur des énergies fossiles. Sur le site, il y a cinq éoliennes, dont trois en panne ! Pour l'emploi, c'est du court terme aussi. Le Dunkerquois, c'est 13% de chômage ! En misant sur l'énergie, et avec peu d'industries de transformation, on est un géant aux pieds d'argile. Quand une boîte comme Total stoppe sa raffinerie, ça prend des allures de catastrophe. Et Total le fait d'autant plus facilement qu'il n'y a pas ici d'industrie d'aval sur place comme dans le bassin de la Seine.

Au fond, ça arrange les défenseurs de la nature que ce terminal ne se fasse pas ?

C'est vrai qu'on n'en voulait pas sur la dune du Clipon, là où il est prévu. C'est la dernière zone naturelle à l'ouest de Dunkerque, tout le reste est envahi par les usines. Mais on n'était pas contre. On plaidait pour un système offshore, comme à Rovigo, près de Venise. Il y avait l'espoir de créer des emplois. Pas tant que ça, compte tenu du coût du projet. On nous annonçait 50 emplois directs, 150 indirects - ce qui me semble surévalué - et 1 200 pendant les deux à trois ans de la construction, ce qui ne veut pas dire 1 200 emplois sur toute la durée. Bref, pas le Pérou... Les grands chantiers, si c'était la solution, ça se saurait.

LE HAVRE PRESSE

Mardi 4 janvier 2011.

PROJET METHANIER D'ANTIFER

Chronique d'une mort annoncée



Gaz de Normandie devrait annoncer aujourd'hui l'abandon du projet gazier. A Saint-Jouin, on parle de victoire.

6

Mardi 4 janvier 2011.

GdN prêt à jeter l'éponge

ANTIFER. GdN n'a demandé aucun prolongement de sa convention avec le port. Le projet gazier est à l'abandon.

Gaz de Normandie, filiale de Poweo, a-t-elle encore un avenir ? Le conseil d'administration, qui se réunit cet après-midi à Paris, devrait annoncer l'abandon de son projet de terminal méthanier à Antifer. Il y a un an, GdN avait déjà demandé à l'administration de suspendre l'examen de la demande d'autorisation d'exploiter le site, espérant alors trouver, en vain, des renforts du côté de partenaires financiers et industriels éventuels.

« La balle est dans le camp du port »

Retenue par le Grand port maritime du Havre (GPMH) pour construire et exploiter un terminal méthanier dans le port pétrolier, l'entreprise GdN était liée au port par une convention de réservation des terrains. Elle trouvait son terme dimanche. Aucune demande de prorogation de la convention n'a été demandée à cette date.

Le projet est-il définitivement mort ? Du côté de Poweo, guère de commentaires hier. « La balle



Le GPMH veut maintenir la vocation industrielle du site

est désormais dans le camp du port qui peut lancer un nouvel appel d'offres », explique le porte-parole du groupe. Au GPMH, Gilles Fournier, le président du conseil de surveillance, n'est pas surpris de l'issue du dossier. « Actuellement, dit-il, il n'y a plus de clients pour consommer le gaz d'un nouveau terminal. »

Pourtant, Gilles Fournier aurait aimé une autre issue : « Nous avions espéré que notre entrée au capital de GdN permettrait de faire survivre l'entreprise ». Or, le port n'a pu aller au bout de son ambi-

tion pour des questions juridiques. Toutefois, selon Gilles Fournier, l'échec de Gaz de Normandie ne serait pas une fin définitive : « Antifer a une vocation industrielle et le port souhaite maintenir cette vocation ». Comment ? Le port pourrait envisager de trouver un accord avec GdN, qui doit « environ un million d'euros auprès du port », pour récupérer les études techniques conduites depuis la naissance du projet. Et lancer un nouvel appel d'offres pour donner une seconde chance au terminal méthanier.

Retournement

Car la conjoncture sur le marché du gaz, selon Gilles Fournier, finira par se retourner. « Cette situation n'est pas éternelle. Les prix du gaz ont été divisés par trois en 2010 alors que ceux du pétrole ont pris environ 30 %. Cela conduira, à un moment ou à un autre, à une nouvelle demande de gaz. » En attendant, la version Poweo semble se diriger vers une mort certaine.

ST. S.

« Le bon sens l'a emporté »

Champagne à Saint-Jouin-Bruneval ! Hier, les opposants au projet méthanier ont fêté ce qu'ils considéraient comme « une grande victoire ».

« Nous avons le sentiment qu'enfin le bon sens l'a emporté, soulignent les opposants au terminal gazier. Depuis des années, rappellent-ils, nous nous battons tous ensemble pour dire que le projet de terminal méthanier est

une aberration économique et environnementale qui ne pouvait que nuire à l'avenir de notre région. La victoire est une victoire collective. »

« J'ai toujours pensé que c'est celui qui veut le plus la victoire qui la décroche, estime le maire de Saint-Jouin-Bruneval, François Auber, élu en 2008 sur son opposition au projet. Nous avons fait preuve de bon sens et de

pragmatisme. En évitant à notre littoral d'être défiguré une deuxième fois, nous avons permis d'éviter un Antifer-bis. Ce projet de port méthanier aurait été un échec commercial, nous n'avions pas le droit de laisser se construire des cuves en béton indémentelables. Nous avions le devoir de faire en sorte que les erreurs du passé ne se reproduisent pas. »

LES ECHOS

Mardi 4 janvier 2011.

Poweo lâche son projet de terminal méthanier près du Havre

Poweo tire un trait sur son projet de terminal méthanier d'Antifer (Seine-Maritime). Gaz de Normandie, la filiale de Poweo qui devait construire le terminal, a laissé passer la date butoir du 2 janvier pour confirmer la réservation du terrain prévu. Ce qui signifie « la fin » du projet, selon les associations qui le combattaient. « Nous n'avons plus de réservation pour ce terrain. Son propriétaire, le Grand Port Maritime du Havre, va devoir lancer un nouvel appel à projet », indique-t-on sobrement chez Poweo. Après la vente de ses actifs de production, ce projet n'avait de toute façon plus de sens pour Poweo. Le

port du Havre a toutefois souligné qu'il confirmait « la vocation industrielle » de cet espace, inclus dans un port pétrolier ouvert en 1974 pour accueillir les super-tankers.

De son côté, François Auber, le maire (divers gauche) de Saint-Jouin Bruneval, où se situe Antifer, a estimé que cette absence de confirmation était « une grande victoire » pour les associations qui combattaient le projet au nom de la défense de l'environnement. « L'histoire arrive à sa fin et ces messieurs se retirent par la petite porte, sans un mot, sans même être capables d'assumer le retrait de leur projet », affirme-t-il.

Détenu par Poweo (73 %) et la Compagnie Industrielle et Maritime (27 %), Gaz de Normandie devrait communiquer sur le sujet aujourd'hui, à l'issue d'une réunion de son conseil d'administration.

Voilà un an, la société avait déjà décidé de marquer une pause dans son projet, le temps de trouver de nouveaux partenaires pour « consolider » l'investissement. Une prise de participation majoritaire d'un nouvel actionnaire était même recherchée. Mais sans succès. Le projet de Gaz de Normandie prévoyait la construction d'une usine de regazéification d'un coût d'environ 1 milliard d'euros.



L'INFO
24/7

INDICES
& COTATIONS

L'EXPO
PERMANENTE

Actualités, archives, fiches entreprise,...

ACCUEIL SECTEURS RÉGIONS ÉCONOMIE ÉVÉNEMENTS QUOTIDIEN DES USINES USINENOUVELLE

Accueil > **Energie**

Poweo renoncerait à son terminal méthanier d'Antifer

Le 04 janvier 2011

• **Quintilien des Usines, Haute-Normandie**

Selon le maire de Saint-Jouin-de-Bruneval en Seine-Maritime, commune où le groupe énergétique Poweo devait construire, via sa filiale Gaz de Normandie (GdN), un terminal méthanier sur le périmètre du port du Havre, l'énergéticien a renoncé à son projet.

« La réservation de terrain octroyé à Gaz de Normandie est arrivée à son terme le 2 janvier 2010 et a, par là même, sonné la fin de ce dossier puisque le Grand Port maritime du Havre n'a pas reçu de demande de renouvellement de cette réservation », résume l'élu.

Le port (GPMH) confirme ne pas avoir reçu de demande de prorogation du droit de réservation de la part de GdN, mais n'en conclut pas pour autant que cette entreprise ait renoncé à son projet.

L'arrêt de ce projet rend donc disponibles désormais les terrains sur lesquels GdN avait acheté un droit de réservation au GPMH.

Ce dernier confirme cependant leur destination industrielle, même s'il avait renoncé à s'associer au capital de GdN le 26 novembre 2010, expliquant « qu'après examen juridique, il avait décidé de s'abstenir de s'engager dans une éventuelle prise de participation dans le capital de la société Gaz de Normandie dans le cadre de son projet d'implantation d'un terminal méthanier à Antifer ». L'engagement potentiel du GPMH visait à soutenir ce programme industriel et attirer, en les mettant en confiance, de nouveaux investisseurs pour l'accompagner.

Formée pour les deux-tiers par Poweo et pour un tiers par la Compagnie industrielle Maritime (CIM), GdN a été créée pour développer ce projet à côté du terminal pétrolier d'Antifer sur le port havrais.

Le projet, une usine de regazéification d'une capacité annuelle d'expédition de 9 milliards de mètres cubes pour un investissement d'environ 900 millions d'euros, était déjà mis en sommeil depuis le début de l'année 2010 par GdN, Poweo cherchant, mais toujours en vain à la fin de la même année, de nouveaux partenaires.

De notre correspondant en Normandie, Patrick Bottois

11

L'édition 2010-2011 de « L'ATLAS DES USINES » est disponible. Ce hors-série annuel de « L'Usine Nouvelle » propose le classement de 3 801 sites de production de plus de 75 salariés implantés en France. Vous pouvez déjà le commander à notre librairie en ligne en cliquant [ici](#).

NORMANDIE : LES BAINS DU 1ER JANVIER
A Etretat, Fécamp ou encore Dieppe, des Haut-Normands n'ont pas hésité à se jeter dans une eau glaciale pour fêter la nouvelle année. Nos photos.



**VOUS AVEZ DES PROJETS...
NOUS AVONS DES IDÉES !**

I ASSURANCE IMMO

**CAISSE D'ÉPARGNE
NORMANDIE**

RCS ROUEN 384 333 413

Accueil > Le Poterie-Cap-d'Antifer - Le Havre - Saint-Jouin-Bruneval - Région en direct

Poweo renonce au projet de terminal méthanier d'Antifer

Publié le mardi 04 janvier 2011 à 11H01

Poweo a renoncé à son projet de terminal méthanier d'Antifer, en Seine-Maritime, rapportent Les Echos mardi. L'opérateur alternatif d'électricité a laissé passer la date butoir du 2 janvier pour confirmer la réservation du terrain prévu pour la construction du terminal.

"Nous n'avons plus de réservation pour ce terrain. Son propriétaire, le Grand port maritime du Havre, va devoir lancer un nouvel appel à projet", indique un responsable de Poweo, cité par le quotidien économique.

Le projet, qui devait être piloté par Gaz de Normandie, filiale de Poweo, prévoyait la construction d'une usine de regazéification d'un coût d'environ un milliard d'euros.

Il n'avait plus guère de raison d'être après la vente des actifs de production du groupe d'électricité.



Réagissez

Contribution : *

Identifiant : *

Mot de passe (oublié ?) : *

Pour contribuer et recommander vous devez être connecté (création de compte)

Envoyer

Aperçu

Avertissement

Nous vous rappelons que vous avez, lors de la création de votre compte, accepté les conditions d'utilisation du site. Celles-ci proscrirent notamment la diffamation, l'incitation à la haine raciale, l'atteinte aux bonnes mœurs.

Nous vous prions donc de respecter strictement la charte d'utilisation du site www.paris-normandie.fr. A défaut, votre compte sera banni du site.

Voir aussi : La FAQ de la modération

haut de page

A suivre

Trophées Havre
Dimanche

< précédent - suivant >
Pour les abonnés
papier



HYPER U
Grand-Quevilly
MOI J'Y VAIS

JUSQU'À
50%
D'ÉCONOMIES
sur une sélection d'articles*

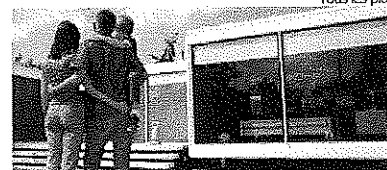
Les Plus du Web



11 voeux pour 2011

Le nouveau plan de circulation des bus au Havre

Tous les plus



**POUR SIMULER VOTRE
CRÉDIT IMMO
EN LIGNE,
>> CLIQUEZ ICI <<**

RCS ROUEN 384 333 413

LeTélégramme.com

ECONOMIE

Poweo. pas de terminal méthanier au Havre

4 janvier 2011

Gaz de Normandie (GDN), la filiale de Poweo qui devait construire un terminal méthanier à Antifer (Seine-Maritime), n'a pas confirmé la réservation du terrain comme elle devait le faire avant dimanche, ce qui signifie la fin du projet. Ce dernier prévoyait la construction d'un poste à quai et d'une usine de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL) importé par voie maritime, d'une capacité de 9milliards de m³ et d'un coût estimé à un milliard d'euros.

Tags : [Economie](#)[Le havre](#)[terminal méthanier](#)[Poweo](#)[France](#)

© Copyright Le Télégramme 2009

Maritime

Après cinq ans de conflit au Havre

Kotug jette l'éponge et rapatrie ses remorqueurs à Rotterdam

Aquai depuis vendredi soir, les remorqueurs à coques rouge de la Société nouvelle de remorquage du Havre (SNRH) appareilleront pour Rotterdam ce lundi soir. Comme annoncé par *fil-fax* (17/12/10) le groupe néerlandais Kotug, actionnaire de la SNRH, qui voulait briser le monopole de fait dont bénéficiait la compagnie des Abeilles a jeté l'éponge. « C'est fini », dit-on simplement au Syndicat indépendant du personnel du remorquage (SIPR, autonome).

Le tribunal de commerce se prononcera vendredi sur l'avenir de l'entreprise qui emploie 73 salariés et qui fait l'objet d'une procédure de sauvegarde depuis début novembre. Selon le SIPR, il n'a jamais été question de « reprise » et les juges consulaires devraient prononcer la liquidation pure et simple de la SNRH. Selon le Grand port maritime du Havre, le propriétaire des Abeilles, Boluda, interrogé « officiellement » sur ses capacités à assurer seul le service des navires, prendra le relai. Malgré une issue qu'il espérait, le syndicat CGT de Boluda se garde de tout triomphalisme. « Je ne vais pas fanfaronner alors que plus de 70 personnes vont se retrouver au chômage, même si je pense que c'était eux ou nous », confie Mathieu Ebran, délégué syndical CGT de Boluda.

Ce retrait de Kotug qui cherchait à faire du Havre une tête de pont pour d'autres implantations en France met fin à cinq ans de conflit sur le port. En s'implantant en 2006, le Néerlandais a cherché à imposer une organisation du travail plus économique, avec 40 à 50 % de personnel en moins sur ses coques que sur celles de Boluda. Il a ainsi réussi à s'emparer d'un tiers du marché en proposant des prix nettement moins élevés que l'Espagnol. Mais Boluda a suivi et les deux compagnies se sont livrées une guerre tarifaire sans merci entrecoupée d'un plan social chez l'Espagnol, de multiples grèves et d'actions en justice. Finalement en août dernier, sur décision du Conseil d'Etat, la SNRH a dû se conformer au droit français et admettre une organisation du travail proche de celle de son concurrent. La bataille était dès lors perdue pour le Néerlandais.

Les arguments de part et d'autre ont été maintes fois exposés. Pour la CGT et la CFDT, cette concurrence conduisait au « nivellement par le bas » des conditions de travail et était « suicidaire » dans un port comme Le Havre, faute de trafic suffisant, à la différence d'Anvers ou Rotterdam. En revanche, pour Kotug et la direction du GPMH qui regrette son départ, cette concurrence était « saine » parce qu'elle permettait d'améliorer la compétitivité du port en diminuant les frais d'escales des navires. C'est finalement la conjoncture qui a eu raison de Kotug. En 2006, les perspectives étaient très favorables pour le port du Havre avec un trafic - à partager entre deux compagnies - qui devait bondir à la suite de la mise en service de Port-2000. Mais avec les grèves liées à la réforme portuaire, la réalité a été toute autre ces dernières années. Le trafic du port reste atone depuis 2006 en dessous de la barre des 80 millions de tonnes.

Dominique Aubin

La rédaction de *fil-fax* vous présente ses meilleurs vœux

Economie

Retournements

Gaz de Normandie renonce au terminal méthanier d'Antifer

Plus rien désormais ne peut laisser supposer que Gaz de Normandie construira un terminal méthanier à Antifer. La filiale née d'un partenariat entre l'opérateur en énergie Poweo et le stockeur de produits pétroliers CIM avait jusqu'au 2 janvier 2011 pour indiquer au Grand port maritime du Havre sa volonté de reconduire l'avenant d'occupation de terrain.

Or aucun courrier n'est parvenu au siège du GPMH avant la date butoir, traduisant de fait le retrait définitif du projet. Tant du côté du port que chez Poweo, on ne se livre à aucun commentaire. Le feuilleton socio-économique arrive ainsi à son terme après quatre ans de rebondissements. A Saint-Jouin-Bruneval qui s'est vigoureusement opposé dès l'origine au projet, on a du mal à croire que s'en est cette fois, véritablement fini. « Il y a quatre ans, pétris de certitudes, quelques hommes d'affaires soutenus par quelques hauts fonctionnaires, sont arrivés avec tambours et trompettes sur ce territoire pour imposer la construction d'un terminal. Aujourd'hui, l'histoire arrive à sa fin et ces messieurs s'échappent par la petite porte, sans un mot, sans même être capables d'assumer leur retrait du projet », constate le maire (DVG) François Auber. Les opposants affirment avoir non seulement « gagné la lutte contre le port méthanier », ils estiment surtout « avoir gagné le droit de décider et de construire leur propre avenir ». Symboliquement, les calicots d'opposition au terminal ont été décrochés du fronton de la mairie.

Willy Oriou

LE HAVRE PRESSE

Mercrèdi 05 janvèr 2011.



Le projet est-il vraiment mort ?

ECONOMIE. Le terminal méthanier à Antifer est-il définitivement abandonné ? Gaz de Normandie, filiale de Poweo, jete l'éponge mais n'exclurait pas de revenir dans le jeu.

Gaz de Normandie, filiale de Poweo, soufflerait-elle le chaud et le froid dans le dossier du terminal gazier d'Antifer ? Hier après-midi, le conseil d'administration de l'entreprise était réuni à Paris pour décider de la suite à donner à ce projet chiffré, il y a un an, à un milliard d'euros par son président, Loïc Capéran. A l'époque, son groupe n'ayant pas les moyens de financer un tel projet, il avait décidé de le mettre entre parenthèses en réclamant auprès de l'administration une suspension de l'examen de la demande d'autorisation d'exploitation.



L'an dernier, Poweo avait demandé à l'administration de suspendre l'examen de son projet de terminal

« Une victoire du bon sens » pour les opposants

Que ressort-il de la réunion très attendue d'hier ? « Nous ne communiquerons que demain », disait dans la soirée un membre de la direction de Poweo. En fait, la filiale du groupe énergétique pouvait renvoyer la balle dans le camp du Grand port maritime du Havre (GPMH). « S'il relance un appel d'offres, nous pourrions bien être au rendez-vous », ajoutait un membre de Gaz de Normandie, sans être plus précis. Pour l'heure en tout cas, GdN, filiale d'un groupe aux abois, a bel et bien jeté l'éponge. L'entreprise, qui doit environ un million

d'euros au port, avait jusqu'au 2 janvier pour demander au GPMH une prolongation de sa convention de réservation des terrains d'Antifer. Ce qui n'a pas été effectué. De fait, le site prévu redevient libre. Et le port du Havre, qui entend pérenniser « la vocation industrielle » d'Antifer, pourrait relancer, « dès que les conditions économiques le permettront », un nouvel appel d'offres.

A l'inverse, c'est « une victoire du bon sens » que célèbrent François Auber, le maire de Saint-Jouin-Bruneval et l'ensemble des opposants au projet. « J'ai toujours pensé que c'est celui qui veut le plus la victoire

qui la décroche, souligne François Auber. Nous avons fait preuve de bon sens et de pragmatisme. En évitant à notre littoral d'être défigurée une deuxième fois, nous avons permis d'éviter un Antifer-bis ». Dans les années 70, le port du Havre avait décidé de construire, sur le site d'Antifer, au pied de la falaise de Saint-Jouin-Bruneval, un port pétrolier destiné à accueillir les supertankers. « Le projet de port méthanier aurait été un échec commercial, nous n'avions pas le droit de laisser se construire des cuves en béton, ajoute François Auber. Nous avions le devoir de faire en

STEPHANE SIRFT

Mercrèdi 05 janvier 2011.



Accueil > Energie > Gaz naturel

Terminal d'Antifer : Poweo ne désarme pas !

Le 06 janvier 2011 par Patrick Bottois (Normandie)

* Quotidien des Usines, Haute-Normandie

En annonçant il y deux jours que le groupe énergétique Poweo renonçait à son projet de terminal méthanier sur leur commune

, les élus de Saint-Jouin-de-Bruneval en Seine-Maritime sont peut-être allés vite en besogne.

Le groupe a en effet déclaré dans la soirée du 5 janvier que sa filiale Gaz de Normandie (GdN), société créée pour le développement d'un terminal méthanier à Antifer sur le périmètre du Port du Havre, maintenait son projet, « en attendant le prochain appel à propositions du Grand port maritime du Havre (GPMH), propriétaire du site ».

A l'appui de sa décision, GdN aligne de multiples arguments : « La sécurité d'approvisionnement de la France en gaz naturel reste un enjeu majeur et Gaz de Normandie est confiant en la pertinence de son projet. Le port d'Antifer est le meilleur site sur la façade atlantique pour implanter un terminal méthanier La proximité d'Antifer avec les grands centres de consommation de la Haute-Normandie et de l'Ile-de-France, est un atout majeur. Les études réalisées permettent d'affirmer que l'impact environnemental sera très minime et ce projet a été qualifié d'intérêt général par l'Etat français ».

GdN explique par ailleurs avoir déjà investi 22 millions d'euros dans les études d'ingénierie et d'impact environnemental depuis 2007, ce qui lui confère « une grande expertise et légitimité » à répondre au prochain appel à propositions du GPMH, lorsque les circonstances économiques le justifieront.

GdN estime en effet que « si le contexte actuel limite le développement de nouvelles infrastructures d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), la société suivra avec attention les évolutions du marché afin d'identifier le moment opportun pour poursuivre son projet ».

Un avis partagé par le GPMH qui a rappelé en substance le 3 janvier, d'abord la vocation industrielle du site d'Antifer où se trouve déjà un terminal pétrolier. Ensuite, que si la

conjoncture n'était pas favorable aujourd'hui pour l'approvisionnement en gaz du pays, la situation pourrait se retourner à l'avenir et que le moment venu elle relancerait effectivement un appel à proposition pour un projet industriel à Antifer.

Celui de GdN, société formée aux deux-tiers par Poweo et un tiers par la Compagnie industrielle Maritime (CIM), consiste en une usine de regazéification d'une capacité annuelle d'expédition de 9 milliards de m³ pour un investissement estimé désormais par le groupe à 800 millions d'euros.

Selon le journal des entreprises

<http://www.lejournaldesentreprises.com/editions/76/actualite/fait-du-mois/la-donne-a-change-07-01-2011-114159.php>

«La donne a changé!»

Ajouté le 7 janvier 2011 - Réagir

Sans triomphalisme, les opposants au projet de terminal méthanier d'Antifer savourent leur victoire. «Nous allons pouvoir passer à autre chose», explique François Auber, maire de la commune de Saint-Jouin Bruneval et figure de proue de ce mouvement né en même temps que le projet. Un élu qui presse le pas pour couper l'herbe sous le pied de ceux qui s'accrochent à «la vocation industrielle du site», en sollicitant le ministre Nathalie Kosciusko-Morizet dès l'annonce du GPMH de ne pas entrer au capital de GDN. «Nous avons une vision de ce que nous souhaitons pour le territoire». Une vision alternative basée sur le développement touristique mais qui n'exclut pas tout projet industriel, assure-t-il: «une industrie, oui, mais une industrie de demain!». «Cela fait quarante ans que nous avons sous les yeux une erreur de projet stratégique (le terminal pétrolier). Ce que nous réclamons aujourd'hui c'est une étude prospective qui déterminera quelles sont les filières que l'on peut développer à Antifer», avec en filigrane une véritable question de fonds pour cet opposant de la première heure: «comment assure-t-on la transition du site avec le recul des trafics pétroliers?» Côté méthode, François Auber, membre du conseil de développement du GPMH prône le dialogue: «il faut mettre tout le monde autour d'une table», même si, reconnaît-il, «le fossé s'est creusé entre le port et la société civile». Un port qui selon lui ne doit pas décider seul contre tous. «La donne a changé!»

Les opposants :

«Antifer est un outil industriel»

Pourquoi le port a-t-il envisagé un moment d'entrer au capital de GDN?

Le GPMH voulait préserver les chances de GDN d'aller au bout de son projet, d'où l'idée d'entrer au capital pour faire sortir le projet d'ici deux à trois ans. Nous avons prévenu que nous le ferions si c'était juridiquement faisable. Mais la situation juridique est complexe!

Pourquoi selon vous Poweo peine-t-il à trouver des partenaires financiers?

Ce n'est pas une question d'argent, mais de marché. Si les débouchés étaient garantis on trouverait des financements. Ors, à l'évidence les énergéticiens ne sont pas prêts à anticiper la relance du marché gazier.

Comme industriel havrais, quel regard portez-vous sur ce projet?

Antifer est probablement le meilleur endroit en France, hors Méditerranée, pour faire un terminal méthanier. Ce serait un bon moyen d'augmenter les trafics. C'est pour cela que nous regardons avec circonspection tout projet qui interdirait à l'avenir l'implantation d'un tel terminal. Antifer est un outil industriel, et cette vocation doit être préservée. Y implanter un port de plaisance, il ne faut même pas y penser!

« Il y aura un port méthanier »

EXCLUSIF. Loïc Capéran, directeur de Poweo et président de Gaz de Normandie, s'exprime sur le dossier d'Antifer.

Les opposants à votre projet ont-ils raison de célébrer leur victoire ?

■ « Je ne pense pas que l'on puisse dire qu'ils ont remporté une victoire. Le port a exprimé de manière très claire son point de vue en annonçant qu'il maintenait la vocation industrielle d'Antifer. En ce qui concerne Gaz de Normandie, nous avons une société de projet dans laquelle nous avons investi 22 M€ et notre projet est sérieux. Il correspond à une analyse à la fois locale, avec un port qui a tous les attributs pour accueillir un terminal méthanier, et économique. Dans ce domaine, le marché ne peut pas encore répondre suffisamment aux conditions économiques ».

Ce sont ces conditions économiques qui expliquent votre décision de ne pas demander au port du Havre un prolongement de la convention de réservation des terrains ?

■ « Il n'y avait pas d'utilité à le demander puisque le port avait exprimé haut et fort le fait qu'il relancerait un projet le moment venu, quand les conditions économiques seraient à nouveau remplies. Nous avons pensé qu'en gardant GdN, toutes les études et les travaux qui ont déjà été faits, nous avions la possibilité, lorsqu'un appel à candidatures sera lancé, d'être les premiers candidats avec un avantage évident. Il y a une logique économique majeure, de la part du port, à maintenir la vocation industrielle d'Antifer, et, de notre part, à maintenir la société GdN ».

Est-ce que GdN a encore les moyens de ses ambitions sachant que Poweo, son actionnaire de référence, est en difficultés ?

■ « Nous ne sommes pas en difficultés car nous avons une série d'opérations en cours. Nous avons toujours dit que la réalisation du terminal se ferait avec Poweo mais pas seulement. Poweo ne sera pas seul dans ce projet à 800 M€. Il faut maintenant trouver les actionnaires, ainsi que les sociétés productrices qui alimentent le terminal et, ensuite, les clients qui enlèvent le gaz naturel liquéfié lorsqu'il a retrouvé sa forme gazeuse ».



« Nous maintenons notre société et attendons que le projet revienne »

Poweo a annoncé son intention de se retirer de la production.

■ « Les apparences sont trompeuses. Nous avons une option qui nous permet de retourner sur la production au prix auquel nous avons vendu nos actions, jusqu'à mi-2013. Pour l'instant, nous avons préféré nous concentrer sur la commercialisation, recevoir 120 M€ et avoir la possibilité de racheter nos actions jusqu'à mi-2013 ».

« Dans les trois ans, le projet renaîtra de ses cendres »

Il y a un an pourtant, vous aviez recherché des partenaires mais sans succès.

■ « Les conditions de marché n'étaient pas favorables. Nous avons prospecté, mais les conditions et la crise font que ce n'était pas possible. Dans nos discussions avec le port du Havre, nous étions convaincus que les conditions seraient remplies dans un an, au plus dans trois ans. Nous étions donc partisans de tenir le projet, de l'entretenir pour les cinq prochaines années mais il fallait un engagement net du port à nos côtés. Même si cela n'a pas été le cas, nous avons préféré maintenir la société et revenir lorsque

les conditions seront remplies ».

Comment analysez-vous l'entrée avortée du port du Havre dans le capital de Gaz de Normandie ?

■ « Nous avons été déçus parce qu'il y a d'abord eu une réponse positive. C'était une belle opportunité qui aurait été la meilleure solution. Malheureusement, le port est revenu sur sa décision pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de juger. Nous maintenons notre société et nous attendons que le projet revienne. Il peut revenir sur l'initiative du port mais, de notre côté, nous aurons sûrement des sollicitations et, à un moment donné, nous pourrions revenir vers le port en lui disant qu'il faut y aller, que c'est le bon moment ».

Le port estime que GdN lui doit environ un million d'euros. Cette somme sera-t-elle payée ?

■ « Ce sont 700 000 euros qui correspondent à des loyers. Ils vont être réglés. GdN remplit tous ses engagements ».

Le projet d'Antifer est-il mort ?

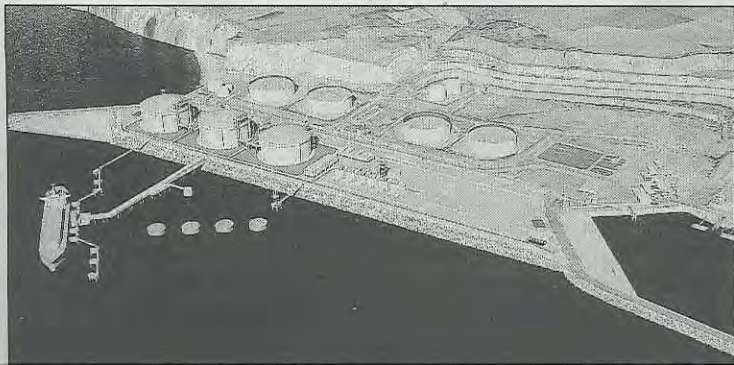
■ « Le projet tel qu'il avait été conçu pour une construction dans un ou deux ans ne disposait pas du tour de table nécessaire. A terme, il y aura un port méthanier à Antifer ».

Quand estimez-vous que les conditions économiques vous seront favorables ?

■ « On a toujours dit que cela peut survenir entre un et trois ans. Nous restons persuadés que dans les trois ans, le projet renaîtra de ses cendres ».

Avez-vous prévu de rencontrer les opposants sur le terrain ?

■ « Non, je ne vois pas l'intérêt puisque le port a très largement annoncé l'aspect volontariste de maintenir la vocation industrielle d'Antifer. Le port a fait son travail. Nous attendons le bon moment qui surviendra inmanquablement dans les trois ans ».



Vendredi 7 janvier 2011

ANTIFER**Le projet de port
méthanier suspendu**

VOIR EN PAGE 5

Terminal méthanier à Antifer

Le projet prend le large

La réservation des terrains du port d'Antifer, pour le projet d'implantation d'un terminal méthanier, courait jusqu'au 2 janvier dernier. En l'absence de reconduction demandée par le porteur de ce projet, la société Gaz de Normandie, filiale de Powéo, jette donc l'éponge et signifie l'abandon du projet.

Cela faisait une année que la société avait demandé la suspension de l'instruction de son dossier par les services de l'Etat, faute de financeurs. L'investissement était chiffré à un milliard d'euros.

En novembre dernier, le grand port maritime du Havre indiquait renoncer à entrer dans le capital de la Gaz de Normandie. Depuis, le GPMH n'a plus eu de nouvelle de GdN. Entre temps, le conseil d'administration de Powéo, actionnaire de la société a validé la cession des actifs de production du groupe à l'Autrichien Verbund, pour se consacrer à l'exploitation et la commercialisation des énergies.

A Saint-Jouin-Bruneval, où l'opposition au projet est très forte depuis maintenant quatre ans, on se réjouit de la nouvelle. Pour le maire, François Auber, « Il s'agit d'une victoire. Après avoir défendu notre territoire, nous allons construire l'avenir. Nous avons fait preuve de bon sens et de pragmatisme, en évitant à notre littoral d'être défiguré une 2e fois, nous avons permis d'éviter un Antifer bis, ce projet de port méthanier aurait été un échec commercial, nous



Dès lundi, le slogan anti-gaz était retiré du fronton de la mairie de Saint-Jouin-Bruneval

n'avions pas le droit de laisser se construire des cuves en béton non démantelables. », réagit-il en s'attendant à l'aménagement de la plage à des fins touristiques et en ne mettant pas de côté l'alternative d'un port de plaisance à quelques minutes d'Etretat.

Nouvel appel à projet ?

Le GPMH, qui a donc pris acte, rappelle qu'Antifer a toujours une vocation industrielle. La relance d'une nouvelle initiative pour venir de la structure à travers un nouvel appel à projet. Mercredi après-midi, Gaz de Normandie laissait entendre qu'elle ne renonçait

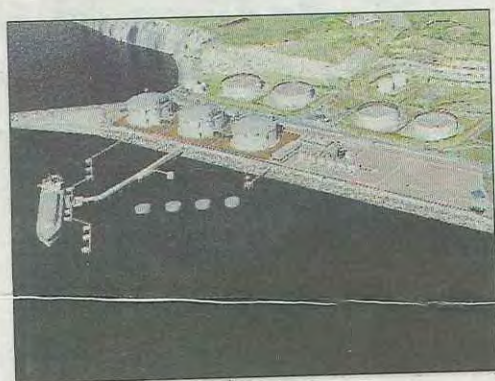
pas définitivement. « La grande expertise développée par Gaz de Normandie le rend particulièrement légitime pour répondre au prochain appel à proposition du GPMH, lorsque les circonstances économiques le justifieront. En tout état de cause, le contexte actuel limite le développement de nouvelles infrastructures d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), mais Gaz de Normandie suivra avec attention les évolutions du marché afin d'identifier le moment opportun pour poursuivre son projet. », indique-t-elle dans un communiqué.

■ M.N.

④ Le même article que dans le Havre Presse : Vendredi 7 janvier 2011

ANTIFER : POWEO S'EXPLIQUE

« Le projet renaîtra de ses cendres »



Les opposants au projet de terminal méthanier ont-ils sabré le champagne un peu vite ? Selon Loïc Capéran, directeur général de Poweo et président de Gaz de Normandie, le terminal d'Antifer verra le jour dès que la situation économique sera favorable.

6

Le Havre libre

Vendredi 7 janvier 2011

La Croix

Vendredi 7 janvier 2011.



PORTRAIT

Il a gagné la bataille contre un terminal méthanier

François Auber

Maire (DVG) de Saint-Jouin-Bruneval (Seine-Maritime)

Depuis 2006, le maire de cette petite commune de Seine-Maritime, située à cinq kilomètres d'Étretat sur la côte d'Albâtre, était à la tête de la mobilisation contre le projet de terminal méthanier d'Antifer. Projet aujourd'hui abandonné par l'opérateur alternatif d'électricité Poweo.

François Auber commence l'année 2011 avec le sentiment du devoir accompli. Le maire divers gauche de Saint-Jouin-Bruneval a appris en début de semaine le coup d'arrêt porté à la construction d'une usine de regazéification de gaz naturel liquéfié importé par voie ma-

ritime. Elle devait s'installer sur sa commune à l'horizon 2015. Gaz de Normandie, la filiale de Poweo en charge du projet, n'a pas trouvé de partenaires financiers et a laissé filer la date butoir du 2 janvier pour confirmer la réservation du terrain auprès du grand port maritime du Havre. « Un soulagement » pour celui qui, depuis cinq ans, à force de pétitions, de recours juridiques et de grandes mobilisations citoyennes, a tout fait pour retarder le dossier.

« Ce combat, je l'ai mené pour éviter un deuxième scandale commercial », explique-t-il en faisant référence à l'immense port pétrolier d'Antifer construit là il y a trente-cinq ans. « Après les deux chocs pétroliers, l'infrastructure est devenue sous-utilisée. Le paysage a été complètement dégradé pour accueillir à peine une cinquantaine de bateaux par an. » Pour cet homme de 44 ans,

père de deux enfants, il est inutile de sacrifier l'équilibre écologique déjà fragile du littoral à d'hypothétiques profits, « d'autant plus que, depuis 2006, le marché du gaz s'est effondré », ajoute-t-il.

Sa conscience écologique s'est affermie, son sens politique aussi.

Au fil des années, la nature a repris ses droits sur la plage d'Antifer. La digue du port pétrolier est devenue un sanctuaire pour les oiseaux rares. Sternes, mouettes, faucons pèlerins, grèbes, plus de cent dix espèces y sont observées chaque année. « Le nouveau projet industriel, en rejetant de l'eau chlorée, aurait menacé cette biodiversité. »

Employé à la chambre de commerce et d'industrie du Havre,

François Auber n'était pas franchement un « anti-gaz » à l'origine. Il s'est d'abord investi discrètement contre le terminal méthanier avec l'association « Saint-Jouin-Bruneval développement durable ». Puis, rattrapé par ses convictions, il s'est présenté aux élections municipales de 2008. Son succès contre deux autres listes lui a d'ailleurs valu un licenciement... « J'ai très vite tourné la page car j'ai gagné en liberté de parole. »

Aujourd'hui, le Cauchois rêve de développer des projets alternatifs au terminal méthanier : un pôle des énergies marines et renouvelables ou encore un port de plaisance. Des idées qu'il pense pouvoir encore mieux défendre s'il est élu aux cantonales de mars prochain... En cinq ans, sa conscience écologique s'est affermie, son sens politique aussi.

ANNE FAUQUEMBERGUE

Formation

En visite dans une PME de Saint-Etienne du Rouvray

Le gouvernement compte sur les "Développeurs" pour promouvoir l'apprentissage

La ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle, Nadine Morano, s'est engagée jeudi, à Saint-Etienne du Rouvray, à la signature de 37.000 contrats d'apprentissage d'ici la fin 2011. Pour atteindre cet objectif elle compte sur l'action des 275 Développeurs de l'apprentissage répartis sur le territoire national.

Ces développeurs, directement rattachés aux Chambres de Commerce, ont facilité depuis leur installation en 2009 la signature de près de 20.000 contrats d'apprentissage dans l'industrie, le commerce et le BTP. Les quatre développeurs de l'apprentissage installés en Haute-Normandie ont contacté 2.062 entreprises depuis leur mise en place. Ils ont dans ce « système gagnant-gagnant en entreprise » permis la signature de 571 contrats.

En présence de Jean-François Bernardin, président de l'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie qui a encouragé l'action de ces « super VRP de l'apprentissage », la ministre a salué jeudi la signature du 10.000ème contrat d'apprentissage dans le secteur industriel dans la « belle entreprise familiale » de mécanique de précision Morisse-Nayrat (43 salariés) à Saint Etienne-du-Rouvray. La ministre a également appelé de ses vœux l'ensemble des partenaires liés à la formation professionnelle à effectuer une « révolution culturelle » visant à redorer le blason de l'apprentissage à l'image de ce qui existe en Allemagne où « 60% des entreprises contre 33% en France ont recours à l'apprentissage dans des formations allant du CAP au diplôme d'ingénieur ». Les mécanismes régissant l'orientation des élèves dans l'Education Nationale, notamment avant le Bac, ont été qualifiés d'inadaptés. « On nous a rabâché pendant des années qu'il fallait 80% d'une classe d'âge au niveau Bac (message à priori dévalorisant pour l'apprentissage ndlr), l'on appelle aujourd'hui à un changement de mentalité et à travailler ensemble avec l'Education Nationale pour un objectif de performance... en étant très attentif à faire entrer les entreprises dans les lieux d'orientation », a demandé Mme Morano. Un avis plébiscité par Marc Pérignon, PDG de l'entreprise Morisse-Nayrat. « Je propose d'intégrer dans le cursus de tous les enseignants une période en entreprise. Je propose également de rebaptiser le ministère de l'Education Nationale en celui de la formation professionnelle », a conseillé le PDG.

Patrick Streiff

La Région 1er partenaire

Nadine Morano s'est félicitée à Saint-Etienne du Rouvray de « l'effort financier » du gouvernement de 9,7M€ pour le déploiement des développeurs de l'apprentissage. Ce satisfecit n'a été que partiellement partagé par la vice-présidente du conseil régional de Haute-Normandie en charge de la formation professionnelle, Hélène Segura (PS), qui a sur place relativisé la portée de cet investissement. « Quelque 14.000 apprentis sont formés chaque année dans les 46 CFA pris en charge par le conseil régional », a notamment souligné l'élue. Plus de 13.700 aides aux entreprises (1.530 € majorables sous conditions) ont été versées à ce titre en 2009. Plus de 78M€ de "crédits de paiement" sont par ailleurs inscrits au budget régional 2011 au seul titre de l'apprentissage.

Economie

Terminal Méthanier

Le maire de Saint-Jouin Bruneval demande à GdN de "rester sérieux"

« Il faut rester sérieux Messieurs de Gaz de Normandie : laissez nous travailler ! », a réagi François Auber, maire (DVG) de Saint-Jouin Bruneval, à la suite du communiqué de la société Gaz de Normandie annonçant qu'elle restait candidate à l'implantation d'un terminal gazier à Antifer (fil-fax 05/01/11). « Nous pensons qu'il faut maintenant être sérieux et que ces gens doivent cesser de dire et de faire n'importe quoi » reprend M. Auber qui a conduit le mouvement d'opposition au terminal méthanier. Il rappelle que GdN avait jusqu'au 2 janvier 2011 pour reconduire auprès du Grand Port Maritime du Havre (GPMH) l'avenant d'occupation du terrain à Antifer.

« Prétendre aujourd'hui maintenir un projet de 800 M € alors que l'on a jamais payé son loyer (...) relève de la provocation ». François Auber s'étonne qu'on annonce que « le GPMH rachèterait une partie des études de GdN, pour relancer un appel à projet auquel GdN pourrait d'ores et déjà être prioritaire ». « Nous avons de vrais projets » réplique le maire de Saint-Jouin Bruneval.

Population

Rouen progresse, Le Havre régresse

L'Insee vient de communiquer les chiffres des populations légales des communes arrêtés en 2008 qui permettent de fixer, notamment, les niveaux des dotations.

Pour les deux plus grandes villes de Haute-Normandie, Rouen poursuit sa remontée en atteignant les 109.425 habitants (population municipale) contre 107.904 en 2007. Le Havre continue de baisser sous la barre des 180.000 habitants avec 178.769 habitants contre 179.751.

Terminal méthanier : Powéo s'entête

Publié le 08/01/2011 | 16:06

Par Laurent Quembre
france 3

Le groupe Powéo affirme que le projet de terminal méthanier " renaîtra de ses cendres dans les trois ans "

Alors que les opposants au terminal méthanier sur le site d'Antifer se réjouissent de l'abandon du projet, le directeur de Powéo (et président de Gaz de Normandie) affirme que ce projet n'est pas enterré et qu'il sera relancé d'ici trois ans.

C'est ce que Loïc Capéran déclare dans une interview accordée au pôle des quotidiens normands et publiée sur le site de Paris Normandie.

« Le port a exprimé de manière très claire son point de vue en annonçant qu'il maintenait la vocation industrielle d'Antifer, explique Loïc Capéran. En ce qui concerne Gaz de Normandie, nous avons une société de projet dans laquelle nous avons investi 22M€ et notre projet est sérieux.

Il correspond à une analyse à la fois locale, avec un port qui a tous les attributs pour accueillir un terminal méthanier, et économique.

Dans ce domaine, le marché ne peut pas encore répondre suffisamment aux conditions économiques»

Et le Président de Gaz de Normandie de poursuivre :

«Nous ne sommes pas en difficultés car nous avons une série d'opérations en cours. Nous avons toujours dit que la réalisation du terminal se ferait avec Poweo mais pas seulement.

Poweo ne sera pas seul dans ce projet à 800M€. Il faut maintenant trouver les actionnaires, ainsi que les sociétés productrices qui alimentent le terminal et, ensuite, les clients qui enlèvent le gaz naturel liquéfié lorsqu'il a retrouvé sa forme gazeuse»

Et Loïc Capéran enfonce le clou :

"Le projet tel qu'il avait été conçu pour une construction dans un ou deux ans ne disposait pas du tour de table nécessaire. A terme, il y aura un port méthanier à Antifer »

Un terme que le Directeur de Powéo estime entre " un et trois ans ".

La contre-attaque de Gaz de Normandie

La société Gaz de Normandie a publié un communiqué pour affirmer qu'elle maintenait son projet

Dans un communiqué envoyé à la presse, Gaz de Normandie affirme qu'elle "maintient son projet de terminal méthanier d'Antifer en attendant le prochain appel à proposition du Grand Port Maritime du Havre (GPMH).

La sécurité d'approvisionnement de la France en gaz naturel reste un enjeu majeur et Gaz de Normandie est confiant en la pertinence de son projet. "

Et Gaz de Normandie d'avancer les arguments suivants :

" - La sécurité d'approvisionnement de la France en gaz naturel reste un enjeu majeur et Gaz de Normandie est confiant en la pertinence de son projet :

- Le port d'Antifer est le meilleur site sur la façade atlantique pour implanter un terminal méthanier

- La proximité d'Antifer avec les grands centres de consommation de la Haute-Normandie et de l'Ile-de-France, est un atout majeur

- Les études réalisées permettent d'affirmer que l'impact environnemental sera très minime

- Le projet d'Antifer a été qualifié de Projet d'Intérêt Général par l'Etat français. "

" La grande expertise développée par Gaz de Normandie le rend particulièrement légitime pour répondre au prochain appel à proposition du GPMH, lorsque les circonstances économiques le justifieront ", poursuit le communiqué.

Un communiqué qui agace le chef de file des opposants, François Auber, maire de Saint-Jouin-Bruneval, (qui avait fait retirer en début de semaine la pancarte anti-terminal méthanier " de la façade de sa mairie).

Ce dernier dénonce le contenu de ce communiqué et estime que les opposants ont "définitivement gagné cette première guerre".



L'optimisme du maire de Saint-Jouin-Bruneval 2 contributions

Publié le lundi 10 janvier 2011 à 17H04

"Nous avons gagné" : c'est ce qu'a lancé vendredi dernier, lors de ses vœux, François Auber, le maire de Saint-Jouin-Bruneval. Selon lui, c'est désormais une certitude, le projet de terminal méthanier à Antifer est abandonné par Gaz de Normandie, filiale de Poweo. Pourtant, le jour même, dans un entretien exclusif publié dans nos colonnes, Loïc Capéran, le directeur général de Poweo et président de GdN, affirmait que le projet, s'il était aujourd'hui en suspend compte tenu des conditions économiques, allait renaître de ses cendres dans les trois ans. Pour l'heure en tout cas, François Auber a choisi de se tourner résolument vers l'avenir et annonce de nombreux projets pour les trois années qui viennent, que ce soit dans le centre de sa commune ou sur la plage d'Antifer, la seule facilement accessible entre Le Havre et Etretat. De nouveaux aménagements sont envisagés et le maire va demander l'obtention du label Plage Handicap. Plus d'informations dans nos éditions havraises de demain mardi.

Mardi 11 janvier 2011.

SAINT-JOHN-BRUNEVAL. Les trois prochaines années verront la réalisation de grands projets.

« Nous avons gagné ! »

Vendredi soir, le gymnase était comble pour la cérémonie des vœux. Une cérémonie marquée par l'abandon du projet de port méthanier, au cours de laquelle le maire François Auber, entouré de son équipe et de Charles Revet, s'est exprimé sur ce combat mené depuis quatre ans. « Nous avons fait preuve de bon sens en évitant à notre littoral d'être défiguré une seconde fois. Nous avons permis d'éviter un Antifer bis. » Car c'est bien une victoire qu'élus, opposants et Saint-Jouinains fêtaient. « Nous avons gagné, la victoire c'est nous, la défaite c'est eux ! » Plutôt que de revenir sur les aménagements passés, le maire a pré-

senti les projets élaborés en 2010. Ainsi 2011, 2012 et 2013 verront la réalisation et la mise en chantier de projets importants tels que la plage, le centre bourg et le mémorial de Bruneval.

Des projets d'envergure

La plage sera l'un des premiers chantiers à voir le jour. Cette plage, qui bénéficie déjà d'atouts exceptionnels, présentera dès l'été prochain un nouveau visage avec des aménagements, de nouveaux équipements, cabanes de plage, création de commerces... et sera mieux adaptée à l'accueil du public, en particulier aux personnes à mobilité réduite. « Nous solliciterons le label plage handi-

cap. » Elle aura également pour vocation de favoriser la découverte des activités nautiques, de permettre aux enfants du canton d'acquérir une culture maritime.

Nouveau dynamisme

Plus modeste mais tout aussi important, l'aménagement du centre bourg afin de lui donner un nouveau dynamisme. Ainsi, la mairie s'installera dans les locaux de la bibliothèque qui elle-même sera déplacée, la poste pourra être remplacée au cœur du village, il y aura de nouveaux commerces... Un dossier mené depuis deux ans dont la livraison est prévue fin 2012, début 2013. Autres réalisations prévues, la création d'une école de danse, un city stade, d'un pôle intergénération, de quatre logements dans l'ancien asile. Cette année verra aussi la préparation du 70e anniversaire du raid de Bruneval (qui sera commémoré en 2012) en réhabilitant le mémorial. « Avant tout un devoir de mémoire, mais qui pourrait devenir une étape dans un circuit touristique. »

Des vœux résolument tournés vers l'avenir : « La bataille contre l'ordre établi n'a pas été vaine, cette victoire est la vôtre. C'est un nouvel horizon qui s'offre à nous », concluait François Auber.



François Auber a salué Stéphane Hessel, citoyen d'honneur de la commune et auteur du pamphlet à succès « Indignez-vous »

<http://www.wk-transport-logistique.fr>

Transport maritime

Antifer : le projet de terminal méthanier mis en sommeil mais pas abandonné

Par Stéphane Siret | Journal Marine marchande | 13/01/2011|

Le projet de terminal méthanier à Antifer semblait condamné par le retrait du port du Havre, mais il pourrait renaître dans un avenir plus ou moins proche. En effet le port a réaffirmé la vocation industrielle du site et Gaz de Normandie n'a pas été dissoute.

Transport maritime - Antifer : le projet de terminal méthanier mis en sommeil mais pas abandonné

Le projet, en image de synthèse, de terminal méthanier sur le site normand d'Antifer. © Gaz de Normandie

C'est le feuilleton du début de l'année 2011... Le terminal méthanier d'Antifer, près du Havre, vient de passer, en quelques jours, par toutes les étapes. Pour en arriver, finalement, à un diagnostic de Loïc Capéran, le directeur général de Poweo, la maison-mère de Gaz de Normandie dont il est aussi le président : "À terme, il y aura un port méthanier à Antifer".

Quand ? Impossible de le dire, Gaz de Normandie estime qu'il faut un retournement du marché du gaz pour relancer un projet qui "renaîtra de ses cendres", a récemment exploqué le patron de GdN dans les colonnes de Paris-Normandie.

L'arrivée puis le retrait du port du Havre

Retour sur les récents épisodes. Il y a tout juste un an, début 2010, face à un marché morose et faute de moyens financiers suffisants, l'entreprise Gaz de Normandie annonce qu'elle est à la recherche de nouveaux partenaires pour son tour de table et qu'elle demande à l'administration de suspendre l'examen de la demande d'autorisation pour exploiter un futur terminal à Antifer. Quelques mois passent et la recherche de partenaires s'avère infructueuse.

Finalement, le grand port maritime du Havre, qui avait lancé l'appel à projet lors duquel GdN avait été retenu, décide d'entrer dans le capital de l'opérateur. À l'époque, le port entend venir en soutien de l'entreprise et récupérer sous forme d'actions les sommes qui lui sont dues par l'entreprise.

Fin 2010, changement de scénario : le port n'entre plus dans le capital de Gaz de Normandie. Le projet vit-il alors ses derniers jours ?

Gaz de Normandie reste en vie

Le 2 janvier 2011 est la date à laquelle expire la convention de réservation des terrains à Antifer. Au lendemain de cette date, aucune demande de prorogation de cette convention n'a été demandée par Gaz de Normandie. "Victoire", se disent tous les

opposants au projet qui, depuis des années, luttent contre la perspective d'un terminal méthanier.

Ton différent du côté de la direction du port. Gilles Fournier, le président du conseil de surveillance, annonce que le GPMH maintient la vocation industrielle d'Antifer et qu'un nouvel appel à candidature sera lancé lorsque les conditions économiques seront de nouveau favorables.

Gaz de Normandie jette l'éponge. Dans un premier temps du moins... Car rapidement, Poweo décide de prendre le contre-pied et annonce qu'il maintient en vie sa filiale pour relancer le projet gazier dès que possible. Un projet pour lequel Gaz de Normandie a déjà dépensé 22 millions d'euros. "Nous avons pensé qu'en gardant GdN, toutes les études et les travaux qui ont déjà été faits, nous avons la possibilité, lorsqu'un appel à candidatures sera lancé, d'être les premiers candidats avec un avantage évident. Il y a une logique économique majeure, de la part du port, à maintenir la vocation industrielle d'Antifer, et, de notre part, à maintenir la société GdN", souligne Loïc Capéran.

Selon lui, d'ici à trois ans, le projet, aujourd'hui estimé à 800 millions d'euros, sera en mesure de revenir sur le devant de la scène. À moins que, d'ici là, d'autres épisodes viennent compléter le feuilleton d'Antifer...

VŒUX DE FRANÇOIS AUBER «L'AVENIR, ÇA NOUS REGARDE»



Vendredi soir, au gymnase, la municipalité accueillait Saint-Jouinois, élus et amis pour la cérémonie des vœux. Inversant le protocole habituel, Mme Grelier, en vidéo, et M. Revet ont adressé leurs vœux pour cette nouvelle année en ouverture de réunion.

Puis François Auber rappela que depuis quatre ans les Saint-Jouinois étaient confrontés à un véritable défi environnemental, démocratique et humain, et qu'aujourd'hui Gaz de Normandie n'existait plus à Antifer. Il remercia tous les élus qui se sont impliqués dans les dossiers depuis trois ans maintenant.

Parmi les projets structurants de la commune, la plage est un des premiers chantiers à voir le jour. Elle sera plus agréable, plus conviviale et surtout mieux adaptée à l'accueil, en particulier aux personnes à mobilité réduite. Le projet de centre bourg recentrera l'activité existante en créant un vrai cœur, la mairie et la Poste y étant déplacées. Création de quatre logements avec Alcéane, city stade et pôle intergénérationnels sont au programme.

Une nouvelle dimension va être donnée au monument de Bruneval, un musée à ciel ouvert. En 2012 y sera fêté le 70^{ème} anniversaire du coup de main.

M. le maire remercia toutes les personnes qui ont participé à cette formidable aventure humaine pour stopper le terminal méthannier et invita l'assistance à lever le verre de l'amitié.



le Journal des entreprises

Janvier 2011.

Terminal méthanier. Poweo dans l'impasse

La décision du Grand Port Maritime du Havre de ne pas entrer au capital de Gaz de Normandie scelle le sort d'un projet porté par l'énergéticien Poweo, qui a investi au total près de 25 millions d'euros en quatre ans. PAGE 3

Terminal méthanier.

Pourquoi le projet d'Antifer vacille

• Avec la décision du Grand Port Maritime du Havre de ne pas entrer au capital de Gaz de Normandie, c'est l'ensemble du projet qui vacille.

• Dans l'impossibilité d'assurer le financement de l'opération, l'actionnaire Poweo s'apprête à jeter l'éponge.

Le feuillet du terminal méthanier d'Antifer semble toucher à sa fin. Inauguré en février 2006 avec l'appel à projet lancé par les autorités portuaires havraises, c'est des conséquences même d'une autre décision du GPMH (Grand Port Maritime du Havre) que le projet pourrait finalement succomber. Avec l'officialisation le 26 novembre dernier de sa décision de ne pas entrer au capital de Gaz de Normandie, filiale commune de l'énergéticien Poweo et de la CIM (gestionnaire du terminal pétrolier d'Antifer), le port scelle le sort d'un projet contesté par les riverains mais soutenu par les industriels havrais. Confronté à de réelles difficultés financières, le groupe créé par Charles Beigbeder et désormais dirigé par l'Autrichien Verbundt, avait souhaité temporiser fin 2009, annonçant la suspension de l'instruction de son dossier d'autorisation d'exploitation. Une pose sollicitée auprès des autorités préfectorales dans l'espoir de trouver de nouveaux soutiens financiers pour mener à terme un projet qui subissait alors de plein fouet les premiers effets du retournement du marché gazier.

« correspondant à la durée permettant que les conditions économiques et commerciales soient plus favorables ». Passée au crible d'un examen juridique méticuleux, la prise de participation n'aura finalement pas lieu. Trop risqué, explique en substance le président du conseil de surveillance du port Gilles Fournier qui pointe un marché du gaz paradoxal : « l'ensemble des projets de terminaux méthaniers en France sont en panne et celui du Havre ne fait pas exception. Les opérateurs sont durement touchés par la baisse de la consommation, notamment en France, mais dans le même temps la baisse des prix à l'international ouvre la voie à des centrales thermiques au gaz, ou encore à de la pétrochimie avec le gaz comme produit de base ! » En somme, « il n'y a plus de marché aujourd'hui mais le gaz a de l'avenir », annonce un P-dg de Fouré Lagadec résolument optimiste.

« Ce ne sont pas les opposants qui nous achèvent ! »

Problème, l'actionnaire majoritaire de Gaz de Normandie, Poweo, n'est tout simplement pas en mesure d'attendre un hypothétique retournement de marché. « Ce ne sont pas les opposants qui nous achèvent mais le marché du gaz, et avant tout celui du gaz naturel liquéfié », lâche un cadre de l'opérateur gazier. « Avec la crise, nous sommes entrés dans un marché excédentaire. La situa-



La filiale de l'énergéticien Poweo aura investi en quatre ans pas moins de 25 M€ pour mener les études du projet de terminal méthanier d'Antifer. Victime d'un « retournement de marché », le groupe n'aura probablement pas les reins assez solides pour attendre des jours meilleurs.

tion est globalement la même dans l'ensemble de l'Europe ». Ce qui explique les difficultés de Poweo à trouver des partenaires financiers industriels pour boucler l'opération. « C'est ce qui justifiait l'entrée au capital

si nous ne disposons plus du terrain, la société n'a plus d'objet », tranche-t-il. Certain que les conditions à l'horizon de trois ans seront de nouveau réunies pour mener à terme un projet de cette ampleur, il se dit persuadé que « lorsque la demande repartira, tout le monde voudra investir ». Seulement pas sûr qu'à ce moment-là, si le port relançait un appel à projet, Poweo soit seul sur les rangs ! « Nous avons manqué une fenêtre de tir », et investi au bas mot près de 25 M€ dans le projet, regrette le cadre de Poweo.

Reste alors la question de l'avenir du site. Pour Laurent Castaing, si le projet est bel et bien enterré, la vocation industrielle du site demeure : « le port relancera un nouvel appel à projet dès que les circonstances le permettront, assure-t-il. Nous tenons à conserver la vocation industrielle du site », dédié prioritairement aux vracs liquides. « C'est crucial ! »

Guillaume Ducable

• LES OPPOSANTS



« La donne a changé ! »

Sans triomphalisme, les opposants au projet de terminal méthanier d'Antifer savourent leur victoire.

« Nous allons pouvoir passer à autre chose », explique François Auber, maire de la commune de Saint-Jouin Bruneval et figure de proue de ce mouvement né en même temps que le projet. Un élu qui presse le pas pour couper l'herbe sous le pied de ceux qui s'accrochent à « la vocation industrielle du site », en sollicitant le ministre Nathalie Kosciusko-Morizet dès l'annonce du GPMH de ne pas entrer au capital de GDN. « Nous avons une vision de ce que nous souhaitons pour le territoire ». Une vision alternative basée sur le développement touristique mais qui n'exclut pas tout projet industriel, assure-t-il : « une industrie, oui, mais une industrie de demain ! ». « Cela fait quarante ans que nous avons sous les yeux une erreur de projet stratégique (le terminal pétrolier). Ce que nous réclamons aujourd'hui c'est une étude prospective qui déterminera quelles sont les filières que l'on peut développer à Antifer », avec en filigrane une véritable question de fonds pour cet opposant de la première heure : « comment assure-t-on la transition du site avec le recul des trafics pétroliers ? »

Côté méthode, François Auber, membre du conseil de développement du GPMH prône le dialogue : « il faut mettre tout le monde autour d'une table », même si, reconnaît-il, « le fossé s'est creusé entre le port et la société civile ». Un port qui selon lui ne doit pas décider seul contre tous. « La donne a changé ! »

« Antifer est un outil industriel »

Gilles Fournier, psd du conseil de surveillance du GPMH

Pourquoi le port a-t-il envisagé un moment d'entrer au capital de GDN ?

Le GPMH voulait préserver les chances de GDN d'aller au bout de son projet, d'où l'idée d'entrer au capital pour faire sortir le projet d'ici deux à trois ans. Nous avons prévenu que nous le ferions si c'était juridiquement faisable. Mais la situation juridique est complexe !

Pourquoi selon vous Poweo peine-t-il à trouver des partenaires financiers ?

Ce n'est pas une question d'argent, mais de

marché. Si les débouchés étaient garantis on trouverait des financements. Ors, à l'évidence les énergéticiens ne sont pas prêts à anticiper la relance du marché gazier.

Comme industriel havrais, quel regard portez-vous sur ce projet ?

Antifer est probablement le meilleur endroit en France, hors Méditerranée, pour faire un terminal méthanier. Ce serait un bon moyen d'augmenter les trafics. C'est pour cela que nous regardons avec circonspection tout projet qui interdirait à l'avenir l'implantation d'un tel terminal. Antifer est un outil industriel, et cette vocation doit être préservée. Y implanter un port de plaisance, il ne faut même pas y penser !

• EN SAVOIR PLUS

ACTIONNARIAT

La société Gaz de Normandie qui pilote le projet du terminal méthanier d'Antifer est contrôlée par deux actionnaires : l'opérateur énergétique Poweo (73,29 %) et la Compagnie Industrielle Maritime (26,1 %). Depuis 2009, le groupe Poweo est détenu majoritairement par l'opérateur Autrichien Verbundt qui détient 47 % du capital. La CIM est quant à elle gestionnaire des terminaux pétroliers du Havre et d'Antifer. www.cim-france.com www.poweo.com

Vendredi 14 janvier 2011.

LA POTERIE-CAP-D'ANTIFER. Les élus ont présenté leurs meilleurs vœux à la population.

Attentifs au projet méthanier

Dimanche, c'est devant une nombreuse assemblée que le maire Gérard Paillette, entouré de son équipe, a présenté ses vœux. Le maire a d'abord souhaité la bienvenue aux nouveaux arrivants et aux dix nouveaux-nés avant de dresser le bilan de l'année écoulée. Ainsi 2010 aura vu la réalisation de l'annexe de la salle polyvalente et des sanitaires, la pose d'une clôture pour sécuriser la troisième classe, le renforcement du chemin des Prunelliers, la pose de deux horloges astronomiques dans les lotissements du Moulin et des Mouettes et le remplacement de la barrière du cimetière.

Des travaux

2011 sera l'année du transfert de la bibliothèque municipale dans un bâtiment accessible aux personnes à mobilité réduite, la consolidation de la corniche du clocher de l'église, la réfection de la couverture et des travaux de réparation et d'entretien liés à la vétusté du bâtiment.

Ce début d'année aura été marqué par l'abandon du projet du



Une tradition qui perdure dans chaque village

port méthanier. « Nous pouvons nous réjouir de voir reculer ce projet, espérons qu'il tombera définitivement à l'eau mais gardons un regard attentif ! » Le maire a également évoqué une réunion de travail présidée par le sous-préfet concernant les odeurs liées au terminal pétrolier. A l'issue de cette réunion animée par l'agence régionale de

la santé et par Air Normand et à la demande du sous-préfet, une commission sera formée et des capteurs atmosphériques seront implantés aux alentours du site d'Antifer. En conclusion, l'édile a remercié son équipe, le personnel communal et du Sivos, l'équipe enseignante ainsi que les associations qui animent le village.

François Auber X plastronne

Mardi 11 janvier-Saint-Jouin-Bruneval. « La bataille contre l'ordre établi n'était pas vaine, cette victoire est la vôtre. C'est un nouvel horizon qui s'offre à nous. » Le maire François Auber a réussi le principal défi pour lequel il a été élu en 2008 et s'en est vanté lors de sa cérémonie de vœux. En effet, le projet de terminal méthanier dans la valleeuse d'Antifer est avorté, même si Gaz de Normandie son promoteur, affirme qu'il n'est qu'en sommeil. Car en cet instant, dans le gymnase municipal, c'est bien une victoire qui était célébrée. Pour enfoncer le clou, François Auber a déroulé des projets pour l'aménagement de la plage pour 2011.

16/11/2011

Turretot,
poste de
l'assé va
Charles
Braqua
jeudi 13 ja
Le can
bureau
princip
tentati
trois i
livreu
fuite
signe
braqu
de l'a
201
Vende
Le t
pré
l'ar
son
l'in
30
re
de
v